

Unité départementale du Val-de-Marne  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 05/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SIAAP**

1 avenue Duranton

94460 Valenton

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PRAU/2025/FM/N°290GR

Code AIOT : 0007402258

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2024 dans l'établissement SIAAP implanté 1 avenue Duranton 94460 Valenton. L'inspection a été annoncée le 27/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIAAP
- 1 avenue Duranton 94460 Valenton
- Code AIOT : 0007402258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

### Activité du site

La station d'épuration du SIAAP de Seine-Amont assure le traitement des effluents d'eaux usées d'un bassin comprenant la totalité du Val-de-Marne, la vallée de l'Yerres aval, la vallée de l'Orge, la vallée de la Bièvre et des zones des départements de Seine-et-Marne et de la Seine-Saint-Denis limitrophes.

Sa capacité de traitement s'élève à 600 000 m<sup>3</sup> d'eau/jour, son débit hydraulique par temps de pluie à 1 500 000 m<sup>3</sup>.

### Situation administrative

Le SIAAP est classé sous différentes rubriques au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA / nomenclature « eau »).

L'établissement relève du statut « SEVESO seuil haut » depuis le 1er juin 2015, au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement relève également des dispositions de la directive IED (Industrial Emissions Directive) avec comme BREF principal, le BREF WI (Incinération de déchets).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats, et constat formalisé hors point de contrôle

### Point vu hors inspection

L'inspection rappelle à l'exploitant que l'arrêté préfectoral n°2022/02358 du 04 juillet 2022 prévoit, par l'article 1.3 de son annexe, la transmission à la préfecture du document attestant la constitution des garanties financières pour l'ensemble du site.

À la date de rédaction du présent rapport, cette attestation n'est pas parvenue à l'inspection des installations classées.

**Demande complémentaire 1 : l'exploitant doit transmettre sous un mois le document attestant la constitution des garanties financières pour l'ensemble du site, en application de l'article 1.3 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°2022/02358 du 04 juillet 2022, à la préfecture du Val-de-Marne.**

Dans le cas contraire, l'inspection pourrait être amenée à proposer à la préfecture du Val-de-Marne de mettre en demeure l'exploitant de satisfaire la disposition réglementaire concernée.

### Bilan synthétique

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Bruit	AP Complémentaire du 04/07/2022, article 2.4 de l'annexe	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Mesures compensatoires visant les atteintes aux espèces et habitats	AP Complémentaire du 04/07/2022, article 2.3 de l'annexe	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence	Autre information
1	Suite précédente inspection – #PPC_2023 – DC1	rapport du 04/09/2024, DC1	Sans objet
2	Suite précédente inspection – #PPC_2023 – DC2	Rapport du 04/09/2024, DC2	Demande complémentaire à l'exploitant
3	Suite précédente inspection – #PPC_2023 – DC3	rapport du 04/09/2024, DC3	Sans objet
4	Suite précédente inspection – #PPC_2023 – DC4	rapport du 04/09/2024, DC4	Sans objet
5	Suite de la précédente inspection – #PPC_2023 – O1	rapport du 04/09/2024, O1	Sans objet
6	Suite précédente inspection – #PPC_2023 – O2	rapport du 04/09/2024, O2	Sans objet
7	Suite précédente inspection – #PPC_2023 – O3	rapport du 05/09/2024, O3	Sans objet
8	Suite précédente inspection – #PPC_2023 – O4	rapport du 06/09/2024, O4	Sans objet
9	Suite précédente inspection – #PPC_2023 – O5	rapport du 07/09/2024, O5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats de la précédente inspection, l'exploitant a mis à jour le plan d'opération interne de l'établissement.

La présente inspection constate l'irrégularité des mesures de bruit effectuées au voisinage de l'installation de désinfection et le non-respect du suivi de l'évolution des cortèges floristiques et faunistiques pendant la phase d'exploitation de la même installation.

Une demande et deux observations relatives respectivement à la continuité de service public en mode dégradé, à la gestion de la sous-traitance et à la complétude du plan de continuité d'activité, tirées du rapport d'inspection précédent, nécessitent toujours une réponse adéquate de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite précédente inspection – #PPC\_2023 – DC1

<b>Référence réglementaire :</b> rapport du 04/09/2024, DC1										
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des modifications										
<b>Prescription contrôlée :</b>  Demande complémentaire n°1 (suite de la précédente inspection) : : il convient que l'exploitant transmette à l'inspection la procédure de gestion de modification des paramètres soumise au contrôle du service en charge de la sécurité industrielle visée dans la fiche MMR2 et le plan et programme de maintenance établi pour les éléments constitutifs de la chaîne de sécurité.										
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis en pièce jointe de son courrier de réponse SAM24D02357 du 05/11/2024 la fiche de vie MMR2 incluant les modifications, le plan et le programme de maintenance.  Les éléments transmis suite à la rédaction du rapport d'inspection daté du 04/09/2024 ne correspondent pas à la demande de l'inspection.  Les objectifs étaient de : <ul style="list-style-type: none"><li>- recueillir la procédure de gestion de modification des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement de l'atelier Thermylis. Le sujet avait été abordé lors de l'inspection du 18/12/23. L'exploitant avait alors déclaré que les capteurs de sécurité placés sur le réseau de biogaz servent à la fois à la conduite et à la mise en sécurité.</li><li>- s'assurer que les pressions mentionnées dans la fiche la MMR2 (ligne « Description de la barrière - architecture ») ne peuvent pas être modifiées inopinément selon les besoins de conduite, et s'assurer du respect par l'exploitant de la procédure qu'il s'impose concernant la gestion des modifications touchant des MMR par le service en charge de sécurité industrielle. Il s'agit du document visé dans la section « maintenance - entretien » de la fiche MMR2.</li></ul> <i>Extrait de la fiche:</i> <table border="1"><tr><td rowspan="4">MAINTENANCE / ENTRETIEN</td><td>Une maintenance préventive est-elle assurée sur la chaîne ?</td><td>OUI - Les éléments de la chaîne sont régulièrement surveillés, contrôlés et étalonnés (pour les capteurs)</td></tr><tr><td>Maintenance / entretien de la chaîne réalisé par du personnel formé et compétent ?</td><td>OUI</td></tr><tr><td>Procédure de gestion des modifications sur la chaîne existante ?</td><td>OUI - Toute modification apportée à l'instruction doit suivre un processus de validation dans lequel est intégrée le service Sécurité Industrielle</td></tr><tr><td>Les dysfonctionnements survenus sur la chaîne sont-ils analysés (REX) ?</td><td>OUI - Processus de gestion du REX</td></tr></table> En ce qui concerne le plan et programme de maintenance, le document remis comprend bien des indications à ce sujet, par composante de la MMR.  L'exploitant a transmis suite à la présente inspection les éléments suivants par courriel le 19/12/2024 : <ul style="list-style-type: none"><li>- la procédure « Gestion des modifications » (document SIVAL « PER-PRO », revA du 07/09/2021) ;</li><li>- le formulaire associé « demande préalable à la modification » ;</li><li>- une impression de l'outil « analyse de risques et impacts de la modification »</li><li>- la notice d'utilisation du pressostat (marque DUNGS, modèle GW...A4 HP, GW...A4/2 HP)</li></ul>		MAINTENANCE / ENTRETIEN	Une maintenance préventive est-elle assurée sur la chaîne ?	OUI - Les éléments de la chaîne sont régulièrement surveillés, contrôlés et étalonnés (pour les capteurs)	Maintenance / entretien de la chaîne réalisé par du personnel formé et compétent ?	OUI	Procédure de gestion des modifications sur la chaîne existante ?	OUI - Toute modification apportée à l'instruction doit suivre un processus de validation dans lequel est intégrée le service Sécurité Industrielle	Les dysfonctionnements survenus sur la chaîne sont-ils analysés (REX) ?	OUI - Processus de gestion du REX
MAINTENANCE / ENTRETIEN	Une maintenance préventive est-elle assurée sur la chaîne ?		OUI - Les éléments de la chaîne sont régulièrement surveillés, contrôlés et étalonnés (pour les capteurs)							
	Maintenance / entretien de la chaîne réalisé par du personnel formé et compétent ?		OUI							
	Procédure de gestion des modifications sur la chaîne existante ?		OUI - Toute modification apportée à l'instruction doit suivre un processus de validation dans lequel est intégrée le service Sécurité Industrielle							
	Les dysfonctionnements survenus sur la chaîne sont-ils analysés (REX) ?	OUI - Processus de gestion du REX								

L'inspection prend acte des derniers documents transmis par l'exploitant, qui permettent de clore la demande complémentaire n°1 de l'inspection de 2024.

Enfin, l'inspection suggère à l'exploitant de s'assurer de l'application effective d'un plan de maintenance préventive adapté aux prescriptions et recommandations de maintenance des fournisseurs, en ce qui concerne les équipements de sécurité, et cela pour l'ensemble des éléments de la chaîne, comme le prévoit le guide technique DT93, chapitre 6 et 6.1. Par exemple, pour l'équipement 30302-PSL-200 (pressostat), il est recommandé un test tous les deux ans en appliquant la gamme S-11131.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Suite précédente inspection – #PPC\_2023 – DC2**

**Référence réglementaire :** rapport du 04/09/2024, DC2

**Thème(s) :** Autre, Continuité d'activité

**Prescription contrôlée :**

[confidentiel]

**Constats :**

Au regard des enjeux et la sensibilité des informations recueillies, l'examen de ce point de contrôle est placé en annexe confidentielle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Suite précédente inspection – #PPC\_2023 – DC3**

**Référence réglementaire :** rapport du 04/09/2024, DC3

**Thème(s) :** Autre, Continuité d'activité

**Prescription contrôlée :**

[confidentiel]

**Constats :**

Au regard des enjeux et la sensibilité des informations recueillies, l'examen de ce point de contrôle est placé en annexe confidentielle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Suite précédente inspection – #PPC\_2023 – DC4**

**Référence réglementaire :** rapport du 04/09/2024, DC4

**Thème(s) :** Autre, Continuité d'activité

**Prescription contrôlée :**

[confidentiel]
<b>Constats :</b>  Au regard des enjeux et la sensibilité des informations recueillies, l'examen de ce point de contrôle est placé en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 5 : Suite de la précédente inspection – #PPC\_2023 – O1

<b>Référence réglementaire :</b> rapport du 04/09/2024, O1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sous-traitants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Observation 1 (suite de la précédente inspection) : Il convient que l'exploitant dispose de procédures encadrant la gestion des sous-traitants travaillant sur des tâches sensibles, que ceux-ci réalisent des opérations pour le compte du SIAAP, de SIVAL, ou tout autre donneur d'ordre potentiel ayant autorité au sein de l'établissement Seveso Seuil Haut, explicitant : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les modalités de sélection et l'identification des entreprises extérieures travaillant sur ces tâches sensibles ;</li> <li>2. l'évaluation des entreprises extérieures et sa prise en compte ;</li> <li>3. la gestion des compétences des sous-traitants travaillant sur des tâches sensibles ;</li> <li>4. la surveillance de l'activité et la réception des travaux.</li> </ol> Il est attendu que les éléments que l'exploitant transmettra pour montrer la prise en compte de cette observation se concentrent sur des éléments nouveaux non transmis antérieurement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas apporté d'éléments dans le courrier SAM24D02357 du 05/11/2024, et n'a pas apporté d'informations complémentaires lors de la présente inspection. L'observation n'apparaissait pas dans le récapitulatif du précédent rapport, mais était présente dans le corps du rapport au point de contrôle n°2.  En l'absence de réponse, celle-ci est maintenue.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Observation 1 : il convient que l'exploitant dispose de procédures encadrant la gestion des sous-traitants travaillant sur des tâches sensibles, que ceux-ci réalisent des opérations pour le compte du SIAAP, de SIVAL, ou tout autre donneur d'ordre potentiel ayant autorité au sein de l'établissement Seveso Seuil Haut, explicitant :</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les modalités de sélection et l'identification des entreprises extérieures travaillant sur ces tâches sensibles ;</li> <li>2. l'évaluation des entreprises extérieures et sa prise en compte ;</li> <li>3. la gestion des compétences des sous-traitants travaillant sur des tâches sensibles ;</li> <li>4. la surveillance de l'activité et la réception des travaux.</li> </ol> <b>Il est attendu que les éléments que l'exploitant transmettra pour montrer la prise en compte de cette observation se concentrent sur des éléments nouveaux non transmis antérieurement.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Suite précédente inspection – #PPC\_2023 – O2**

<b>Référence réglementaire :</b> rapport du 04/09/2024, O2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prélèvements environnementaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Observation 2 (suite de la précédente inspection) :Conformément aux dispositions de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 [NOR : DEVP1316983A], l'exploitant veillera à intégrer au plan d'opération interne les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dès sa prochaine révision, et en tout état de cause, dans un délai n'excédant pas 6 mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué par courrier SAM24D02357 du 05/11/2024 avoir lancé un marché public adapté permettant de couvrir cette exigence réglementaire. Par ailleurs, il s'est engagé à ce que les dispositifs soient mis en place au plus tard fin décembre 2024 et intégrés au POI.</p> <p>L'exploitant a transmis depuis la présente inspection le plan d'opération interne mis à jour (v04/2025).</p> <p>Le document remis comprend la procédure de prélèvement d'urgence en cas d'incendie (fiche 3.0.3, 2 pages). La présente inspection visant principalement à examiner des dispositions réglementaires concernant les enjeux environnementaux chroniques et relatifs la biodiversité du site, ce point n'est pas étudié lors de la visite et l'inspection prend acte de l'intégration au plan d'opération interne des dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.</p> <p>Celui-ci pourra faire l'objet d'un examen approfondi lors d'une prochaine inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Suite précédente inspection – #PPC\_2023 – O3**

<b>Référence réglementaire :</b> rapport du 05/09/2024, O3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Continuité d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Observation 3 (suite de la précédente inspection) :En plus des problématiques liées à une crue de la Seine, l'inspection recommande au SIAAP d'étendre le plan de continuité d'activité du site de Valenton à d'autres risques pouvant générer une situation de crise. À cette fin, il pourra utilement s'appuyer sur le guide proposé par le ministère des Finances. Celui-ci lui permettra notamment d'identifier les risques opérationnels qui le concernent (exemple non exhaustif : risques sanitaires et pandémiques, perturbations météorologiques graves, températures extrêmes, accident industriel, vieillissement des installations et infrastructures, indisponibilité d'alimentation en énergie, etc.), les caractériser, les hiérarchiser et mettre en place une organisation afin de les traiter.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique par courrier SAM24D02357 du 05/11/2024 mettre en place l'ensemble du plan de continuité d'activité, couvrant l'ensemble des risques opérationnels, à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2025.</p> <p>L'engagement de l'exploitant est de nature à satisfaire l'observation de l'inspection. Toutefois, celle-ci est maintenue afin d'en permettre le suivi ultérieur à partir de l'échéance du délai annoncé par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation 2 : suite au rapport d'inspection du 05/09/2024, et conformément à l'engagement de l'exploitant par courrier SAM24D02357 du 05/11/2024, l'exploitant devra être en mesure de présenter un plan de continuité d'activité étendu à plusieurs risques opérationnels majeurs pouvant générer une situation de crise (exemples non exhaustifs : risques sanitaires et pandémiques, perturbations météorologiques graves, températures extrêmes, accident industriel, vieillissement des installations et infrastructures, indisponibilité d'alimentation en énergie, etc.), à partir de la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2025.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

N° 8 : Suite précédente inspection – #PPC\_2023 – O4

<p><b>Référence réglementaire :</b> rapport du 06/09/2024, O4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI – cartographies</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Observation 4 (suite de la précédente inspection) : Il convient que l'exploitant s'assure de la mise à jour et de la complétude des informations cartographiques du POI présentant un intérêt lors d'une gestion de crise, a fortiori lorsque cela peut aider les secours publics à envisager une stratégie de mise à l'abri des populations environnantes. La fiche F2.2 « plan du site et environnement » nécessite cette mise à jour, dès sa prochaine révision, et en tout état de cause, dans un délai n'excédant pas 6 mois. Cet exemple n'a pas vocation à être exhaustif.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique par courrier SAM24D02357 du 05/11/2024 avoir mis à jour la fiche 2.2 du POI ainsi que la cartographie des risques de l'usine.</p> <p>L'inspection prend acte des documents transmis. Ceux-ci n'appellent pas de commentaire particulier.</p> <p>L'inspection n'a pas procédé à une vérification complète exhaustive de l'ensemble des données cartographiques du POI. Il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer de la tenue à jour de ces données.</p> <p>Le constat précédent du rapport d'inspection du 06/09/2024 a été suivi d'effet. L'observation 4 est levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Suite précédente inspection – #PPC\_2023 – O5**

<b>Référence réglementaire :</b> rapport du 07/09/2024, O5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI – fiches réflexes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Observation 5 (suite de la précédente inspection) : Certaines fiches réflexes du POI méritent d'être clarifiées afin de favoriser le bon examen de la situation et la nature des tâches à réaliser comme actions immédiates d'exploitation. C'est par exemple le cas de la fiche 3.7 « Situation d'urgence impactant SESAME ». Cet exemple n'a pas vocation à être exhaustif.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué par courrier SAM24D02357 du 05/11/2024 mettre à jour l'ensemble des fiches réflexes du POI, y compris celles de SESAME, afin de favoriser le bon examen de la situation et des tâches à réaliser, et intégrer certains retours d'expérience tirés de l'exercice mené en collaboration avec la BSPP le 07/10/2024.  L'exploitant a transmis depuis la présente inspection le plan d'opération interne mis à jour (v04/2025). La fiche réflexe 3.7 a été revue (v03/2025). Des éléments ont été précisés.  Le constat précédent du rapport d'inspection du 06/09/2024 a été suivi d'effet. L'observation 5 est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2022, article 2.4 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des mesures acoustiques (niveau de bruit et émergence) sont effectuées avant la mise en service de l'unité de désinfection, puis un an, au maximum, après la mise en service de l'installation, dans les conditions prévues au titre 6 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/10/2010 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a remis un procès verbal de mesures acoustiques (ref. M DGM 11300 NRC 001 A, version A du 11/09/2023). Le document indique des résultats de mesure ponctuelle réalisée à proximité de l'installation à l'aide d'un sonomètre.  La date de mesure n'est pas spécifiée.  L'inspection constate que le procès verbal ne permet pas de justifier du respect des exigences prévues par le titre 6 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/10/2010, qui prévoit

l'application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement [NOR : ENVP9760055A].

Il n'est pas conforme au point 4 de l'annexe de l'arrêté ministériel susvisé [NOR : ENVP9760055A], qui spécifie le contenu attendu d'un rapport de mesure acoustique.

L'inspection constate notamment que :

- il n'apporte pas de garanties quant à la qualification de la personne ou de l'organisme qualifié qui aurait dû réaliser la mesure, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel susvisé [NOR : ENVP9760055A].
- il n'est pas fait état de mesures en limite de propriété ou en zones à émergence réglementée, afin de statuer sur la conformité des émissions aux valeurs limites fixées par les articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/10/2010 ;
- en dehors de la marque, du modèle et de la classe du sonomètre employé, aucune information n'est fournie concernant la validité du matériel mis en œuvre, notamment la réalisation des calibrages à effectuer avant chaque série de mesurage.

Ces exemples n'ont pas vocation à être exhaustifs.

L'exploitant a remis suite à l'inspection le rapport de mesure définitif fourni par la société Impédance Ingénierie. Celui-ci apporte des éléments plus complets, mais les observations relevées ci-dessus restent pertinentes.

Notamment :

- en ce qui concerne les mesures en limite de propriété (indiquées comme telles dans le rapport), l'inspection constate qu'elles ont été effectuées relativement proches des bâtiments (cf. la mention apparaissant p12/49 : « à l'extérieur, sur le bandeau périmétrique en limite de propriété (pied de talus) »), mais pas en limite de propriété (pour mémoire, limite de propriété en rouge sur la carte ci-dessous)
- les points fixes plus éloignés (PF1 et PF2), sont toujours inscrits dans les limites de site, et ne peuvent donc pas être considérées comme des mesures réalisées à l'endroit ou à proximité raisonnable de zones à émergence réglementée, dont le prestataire rappelle d'ailleurs la définition en annexe du rapport (p20/49).



- extrait document exploitant (dossier de demande d'autorisation désinfection 2021) -

L'inspection considère que les mesures n'ont pas été réalisées conformément aux exigences

<p>réglementaires.</p> <p><b>Non-conformité 1 : contrairement aux dispositions de l'article 2.4 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°2022/02358 du 04 juillet 2022, l'exploitant n'a pas effectué des mesures acoustiques (niveau de bruit et émergence), dans les conditions prévues au titre 6 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/10/2010, dans l'année suivant la mise en service de l'installation.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 2.4 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°2022/02358 du 04 juillet 2022, l'exploitant doit effectuer des mesures acoustiques (niveau de bruit et émergence), dans l'année suivant la mise en service de l'installation, et conformes aux conditions prévues au titre 6 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/10/2010.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 11 : Mesures compensatoires visant les atteintes aux espèces et habitats**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/07/2022, article 2.3 de l'annexe</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Espèces protégées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Un suivi des mesures compensatoires présentées au chapitre 5 du présent arrêté est réalisé en année N+1 et N+3. L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et du suivi de leur efficacité. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées et du service de police de l'eau tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.</p> <p>II. Le suivi prévu au point précédent intègre le suivi de l'évolution des cortèges floristiques et faunistiques pendant la phase d'exploitation de l'installation. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service nature et paysage de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a remis par courrier du 13/12/2024 (réf. SAM2024D02601) le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires.</p> <p>Il a également transmis par courriel distinct un rapport « COMPTE RENDU N°12 DE SUIVI DE CHANTIER » établi par un écologue (société EGIS v1 du 1<sup>er</sup> septembre 2023).</p> <p>Le document revient sur la mise en œuvre des mesures compensatoires du 16/08/2022 au 30/08/2023, incluant la phase chantier et le début de la phase d'exploitation.</p> <p>Il considère que la phase chantier est close depuis le 18/07/2023.</p> <p>Il conclut sur plusieurs non-conformités relatives au respect des mesures (MR02, MR06, MR07 et MR09). Il constate notamment au 30/08/2023 l'absence de mise en œuvre de la MR09 (aide à la recolonisation du milieu), visant notamment à reconstituer des habitats à caractère semi-ouvert, attractifs pour la faune cible, mais visant également à s'opposer à l'installation d'une flore non</p>

choisie et exotique envahissante. L'écologue identifie pourtant dès le 16/05/2023 une repousse de certaines espèces exotiques envahissantes (Renouée du Japon, Galega officinal, Buddleja de David) au sein des emprises chantiers (MR06 : Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes), et constate lors de la dernière visite du rapport (30/08/2023) que « celles-ci n'ont pas été gérées ».

L'inspection constate que le rapport de l'écologue ne comprend pas le suivi de l'évolution des cortèges floristiques et faunistiques pendant la phase d'exploitation de l'installation.  
Le délai n+1 en exploitation est échu depuis le 18/07/2024 selon la date retenue par l'écologue.

**Non conformité 2 : contrairement aux dispositions du point II de l'article 2.3 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°2022/02358 du 04 juillet 2022, le suivi des mesures compensatoires n'intègre pas le suivi de l'évolution des cortèges floristiques et faunistiques pendant la phase d'exploitation de l'installation.**

Le bilan commenté fourni par l'exploitant en amont de la présente inspection apporte des précisions sur les actions qu'il envisage de donner au rapport de l'écologue ou pour continuer à effectuer le suivi des mesures compensatoires.

En ce qui concerne la mise en œuvre de la MR09, le bilan commenté prévoit ainsi « qu'une commande sera passée auprès d'un paysagiste pour la recolonisation du milieu » en décembre 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Conformément aux dispositions du point II de l'article 2.3 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n°2022/02358 du 04 juillet 2022, le suivi des mesures compensatoires doit intégrer le suivi de l'évolution des cortèges floristiques et faunistiques pendant la phase d'exploitation de l'installation.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois